

HARMONISATION DE LA SITUATION DES ENTREPRISES  
ET DE LEUR PERSONNEL INTERVENANT SUR LE DOMAINE DU CERN

- Sommaire -

1. Introduction p. 1
2. Mobilité des entreprises sur le domaine du CERN p. 1
  - 2.1 Le problème et la solution retenue
  - 2.2 Les situations
  - 2.3 Les modalités d'attribution des documents
    - 2.3.1 "Attestations" délivrées par le Département fédéral des Affaires étrangères
    - 2.3.2 "Autorisations Provisoires de Travail" délivrées par la Direction départementale du Travail et de l'Emploi de l'Ain
  - 2.4 La législation et la réglementation du travail
  - 2.5 Le statut social
3. Transferts de contrats p. 3
  - 3.1 Le problème et la solution retenue
  - 3.2 Les situations
    - 3.2.1 Situation des salariés domiciliés en France en cas de fin de contrats liant au CERN des entreprises établies en France et de reprise de ces contrats par des entreprises établies en Suisse.
    - 3.2.2 Situation des salariés domiciliés en Suisse en cas de fin de contrats liant au CERN des entreprises établies en Suisse et de reprise de ces contrats par des entreprises établies en France.
  - 3.3 Les modalités d'attribution des documents
    - 3.3.1 Passage d'un contrat d'entreprise établie en France vers une entreprise établie en Suisse.
    - 3.3.2 Passage d'un contrat d'entreprise établie en Suisse vers une entreprise établie en France.
  - 3.4 Les bénéficiaires
  - 3.5 La législation et la réglementation du travail
  - 3.6 Le statut social
  - 3.7 La fiscalité
4. Personnel d'entreprises de travail temporaire p. 5
  - 4.1 La situation
  - 4.2 Les modalités d'attribution des documents
  - 4.3 La législation et la réglementation du travail
  - 4.4 Le statut social
  - 4.5 La fiscalité

HARMONISATION DE LA SITUATION DES ENTREPRISES  
ET DE LEUR PERSONNEL INTERVENANT SUR LE DOMAINE DU CERN

1. Introduction

Le CERN est installé à cheval sur la frontière franco-suisse. Il constitue en cela un cas unique parmi les Organisations internationales intergouvernementales. Les Etats-hôtes ont reconnu dans le passé cette situation particulière en établissant des accords et des conventions ad hoc.

L'activité du CERN pose du fait de sa situation des problèmes particuliers au niveau des entreprises d'entretien et de prestations de services travaillant sur son domaine : les problèmes relatifs d'une part à leur mobilité sur le domaine de l'Organisation et, d'autre part, aux transferts de contrats d'un côté à l'autre de la frontière après renouvellement des adjudications.

Le présent mémoire expose ces problèmes et décrit les solutions retenues. Il est l'aboutissement de nombreuses discussions qui ont eu lieu entre les autorités françaises et suisses compétentes et le CERN. Elle tient compte du souci de ces autorités de permettre un meilleur contrôle du personnel d'entreprises lors du passage de la frontière.

A l'occasion de l'étude de ces questions, il a été procédé à une analyse de la position des travailleurs sous l'angle des permis de travail et des autorisations de séjour. On trouvera cette analyse résumée sous la forme de tableaux en annexe.

Les questions relatives aux obligations des entreprises découlant de la réglementation nationale qu'elle soit française ou suisse, n'ont pas été abordées ici car leurs activités au CERN ne le dispensent en aucune manière d'y souscrire.

2. Mobilité des entreprises sur le domaine du CERN

2.1 Le problème et la solution retenue

Les grands équipements et l'infrastructure technique du CERN s'étendent sans solution de continuité sur tout son domaine traversé par la frontière. Les tâches techniques confiées à de nombreuses entreprises ne peuvent pas être découpées suivant le tracé de cette frontière.

Pour tenir compte de l'unité technique du CERN, il est donc nécessaire qu'une entreprise puisse effectuer ses missions aussi bien sur la partie française que sur la partie suisse du domaine de l'Organisation.

Pour satisfaire à cette condition impliquant des passages par les postes frontières, il est décidé de donner au personnel des entreprises concernées des documents justifiant leur appartenance à des entreprises ayant un contrat avec le CERN. Il n'a pas paru souhaitable que ces documents

confèrent d'autres droits que celui de pouvoir intervenir sur la partie du domaine du CERN appartenant au territoire national voisin de celui où l'entreprise est établie.

C'est ainsi que du côté français, il est décidé de donner une "Autorisation Provisoire de Travail" délivrée par la Direction départementale du Travail et de l'Emploi de l'Ain, du côté suisse, une "Attestation" délivrée par le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE).

## 2.2 Les situations

Les différentes situations qui se présentent figurent sur les quatre tableaux synthétiques en annexe (pages 7 et 8).

## 2.3 Les modalités d'attribution des documents

### 2.3.1 "Attestations" du Département fédéral des Affaires étrangères (voir specimen ci-joint, page 9).

- Elles sont accordées aux seuls employés d'entreprises françaises domiciliées en France et appelés à intervenir sur la partie suisse du domaine du CERN, à l'exception de ceux qui au moment de leur embauche étaient en possession de cartes frontalières qu'ils ont conservées.  
  
Exceptionnellement, certains salariés non-suisse domiciliés en Suisse peuvent en bénéficier ; dans ce cas, le Contrôle de l'habitant seul peut en décider.
- Tout titulaire de cette "Attestation" est tenu d'être de plus en possession d'une carte d'identité nationale ou d'un passeport valable. Les visas à multiples entrées et sorties ne sont pas exigés.
- Les "Attestations" sont numérotées. Elles sont remises au CERN par la Mission permanente suisse près les Organisations internationales à Genève. Elles portent la surcharge suivante :  
  
"Attestation à l'usage d'une personne domiciliée en France ou en Suisse et engagée par une entreprise liée par un marché au CERN. Elle constate que l'intéressé exerce une activité lucrative sur la partie suisse du CERN et ne confère aucun droit particulier."
- Elles ne sont pas accordées aux membres de leurs familles. Elles ne donnent droit à rien d'autre qu'au franchissement de la frontière pour intervenir exclusivement sur la partie suisse du domaine du CERN. Il est précisé en particulier que le séjour ailleurs en Suisse, même temporaire, n'est pas autorisé par l'attribution d'une telle attestation.
- Le CERN remplit chaque attestation, sous la responsabilité des employeurs. Il y appose son cachet et garde la copie qui lui est destinée. Il adresse l'original et deux copies à la Mission permanente suisse pour validation. Cette dernière garde une copie, elle en adresse une au Contrôle de l'habitant et retourne l'original au CERN qui le remet à son titulaire.
- Le CERN informe la Mission permanente suisse et le Contrôle de l'habitant de tout départ d'un titulaire d'une "Attestation".

2.3.2 "Autorisations Provisoires de Travail" de la Direction départementale du Travail et de l'Emploi de l'Ain (cf. specimen ci-joint, page 10)

- Elles sont accordées aux seuls employés d'une entreprise suisse domiciliés en Suisse et appelés à intervenir sur la partie française du domaine du CERN, à l'exception de ceux qui au moment de leur embauche étaient en possession de cartes frontalières délivrées par la Direction départementale du Travail et de l'Emploi de l'Ain, qu'ils ont conservées.
- Tout titulaire de cette "Autorisation" est tenu d'être de plus en possession d'une carte d'identité nationale ou d'un passeport valable. Les visas à multiples entrées et sorties ne sont pas exigés.
- Elles sont numérotées et portent la surcharge suivante :  

"Autorisation provisoire destinée uniquement à l'usage d'une personne non-française, domiciliée en Suisse et engagée par une entreprise liée par un marché au CERN. Elle ne confère aucun droit particulier, hormis une prise d'activité sur la partie française du CERN."
- Elles ne sont pas accordées aux membres de leurs familles. Elles ne donnent droit à rien d'autre qu'au franchissement de la frontière pour intervenir exclusivement sur la partie française du domaine du CERN. Il est précisé en particulier que le séjour ailleurs en France, même temporaire, n'est pas autorisé par l'attribution d'une telle autorisation.
- Elles sont délivrées par la Direction départementale du Travail et de l'Emploi de l'Ain sur une liste établie sous la responsabilité des employeurs et transmise par le CERN. Une copie de ces "Autorisations Provisoires de Travail" est adressée au CERN.
- Le CERN informe la Direction départementale du Travail et de l'Emploi de l'Ain de tout départ d'un titulaire d'une "Autorisation Provisoire de Travail".

2.4 La législation et la réglementation du travail

L'application de la législation et de la réglementation est du ressort des autorités compétentes françaises pour la partie française du domaine du CERN et suisses pour la partie suisse de ce domaine.

2.5 Le statut social

Les salariés sont rattachés à l'un des deux systèmes sociaux français, pour les entreprises françaises et suisse, pour les entreprises suisses. Les accords bilatéraux, notamment en matière de sécurité sociale, leur sont applicables.

3. Transferts de contrats

3.1 Le problème et la solution retenue

Les règles financières du CERN l'obligent à remettre périodiquement en jeu ses contrats de prestations de services et d'entretien par la voie d'appels d'offres adressés aux entreprises de ses Etats membres.



La situation du CERN dans une région aux faibles possibilités d'emplois industriels conduit à veiller particulièrement à ne pas créer inutilement du chômage et de cas sociaux à l'occasion de transferts de contrats d'une entreprise à l'autre, tout particulièrement lorsque celles-ci ne sont pas établies du même côté de la frontière.

C'est pourquoi il est souhaitable que le personnel en place dans l'entreprise sortante puisse être repris par l'entreprise entrante et que les autorités compétentes accordent à ce personnel les documents nécessaires pour la durée du contrat sans leur faire perdre leur éventuel statut antérieur.

Ces documents sont les mêmes que ceux mentionnés au chapitre 2 ci-dessus, à savoir l'"Autorisation Provisoire de Travail" délivrée par la Direction départementale du Travail et de l'Emploi de l'Ain et l'"Attestation" délivrée par le Département fédéral des Affaires étrangères.

Il convient de souligner que les dispositions retenues ne visent que les activités d'entreprises au CERN du fait de sa situation géographique particulière et de l'état du marché du travail.

### 3.2 Les situations

Les deux situations suivantes se présentent :

3.2.1 Situation des salariés domiciliés en France en cas de fin de contrats liant au CERN des entreprises établies en France et de reprise de ces contrats par des entreprises établies en Suisse.

3.2.2 Situation des salariés domiciliés en Suisse en cas de fin de contrats liant au CERN des entreprises établies en Suisse et de reprise de ces contrats par des entreprises établies en France.

### 3.3 Les modalités d'attribution des documents

3.3.1 Passage d'un contrat d'entreprise établie en France vers une entreprise établie en Suisse : situation décrite au paragraphe 3.2.1.

- Les ressortissants français reçoivent des "Attestations" du Département fédéral des Affaires étrangères. Les modalités de ces attributions sont les mêmes que celles prévues au paragraphe 2.3.1. Le CERN communique régulièrement à la Direction départementale du Travail et de l'Emploi de l'Ain et à l'Office cantonal de l'Inspection et des Relations du Travail la liste des titulaires de ces "Attestations".
- Les ressortissants d'autres pays n'ont pas la possibilité de bénéficier d'une telle modalité. En effet, conformément aux textes français en vigueur, un étranger qui réside en France ne peut pas travailler en Suisse pour des entreprises établies dans ce Pays.

3.3.2 Passage d'un contrat d'une entreprise établie en Suisse à une entreprise établie en France : situation décrite au paragraphe 3.2.2.

...

- Les ressortissants suisses reçoivent des "Autorisations Provisoires de Travail" dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 2.3.2.

Le CERN communique régulièrement à la Direction départementale du Travail et de l'Emploi de l'Ain et à l'Office cantonal de l'Inspection et des Relations du Travail la liste des titulaires de ces "Autorisations Provisoire de Travail".

- Les ressortissants d'autres pays n'ont pas la possibilité de bénéficier d'une telle modalité, conformément aux décisions des autorités suisses.

### 3.4 Les bénéficiaires

Seuls sont admis au bénéfice de ces mesures les personnes ayant un minimum d'un an de présence au sein de l'entreprise sortante, et qui auront été acceptées par l'entreprise entrante.

### 3.5 La législation et la réglementation du travail

Voir paragraphe 2.4.

### 3.6 Le statut social

Les bénéficiaires de ces "Attestations" ou "Autorisations Provisoires de Travail" sont assimilés, pour ce qui concerne les différentes couvertures sociales, aux frontaliers, paient comme eux les mêmes redevances et reçoivent les mêmes prestations.

### 3.7 La fiscalité

Les bénéficiaires de ces titres sont imposés dans le pays où est établi leur entreprise, comme les autres frontaliers. Leurs salaires sont pris en compte pour le calcul du montant de la compensation financière versée aux collectivités locales, en application de l'Accord franco-suisse de 1973.

## 4. Personnel d'entreprises de travail temporaire

### 4.1 La situation

Actuellement, un français travaillant dans le canton de Genève pour le compte d'entreprises intérimaires suisses ne reçoit pas, conformément aux décisions des autorités suisses, de carte de frontalier. Il est décidé de délivrer à l'avenir à ceux travaillant au CERN des "Attestations", les mêmes que celles des autres ressortissants français qui passeraient la frontière pour venir travailler sur la partie suisse du domaine du CERN. Il est rappelé que les autorités françaises n'autorisent pas un étranger à résider en France et à travailler pour le compte d'entreprises, même temporaires, établies en Suisse.

### 4.2 Les modalités d'attribution des documents

Voir paragraphe 2.3.1.

Le CERN communique régulièrement à la Mission permanente suisse et au Contrôle de l'habitant la liste des bénéficiaires de cette "Attestation".

#### 4.3 Législation ou réglementation du travail

La législation ou réglementation du travail suisse leur est applicable sous le contrôle de l'Office cantonal de l'Inspection et des Relations du Travail.

#### 4.4 Le statut social

Les bénéficiaires de ces attestations sont assimilés, pour ce qui concerne les différentes couvertures sociales, aux frontaliers, paient comme eux les mêmes redevances et reçoivent en retour les mêmes prestations.

#### 4.5 La fiscalité

Les bénéficiaires de ces attestations sont imposés à la source comme les autres frontaliers. Leurs salaires sont pris en compte pour le calcul du montant de la compensation financière versée aux collectivités locales françaises par le canton de Genève, en application de l'Accord franco-suisse de 1973.

\* \* \* \* \*

Tableau I

ENTREPRISES ETABLIES EN SUISSE ET  
APPELEES A INTERVENIR SUR LA PARTIE FRANCAISE DU CERN

AUTORISATION DE SEJOUR		CARTE DE TRAVAIL	
Domiciliés en France (1)	Domiciliés en Suisse (2)	Domiciliés en France (3)	Domiciliés en Suisse (4)
(a) Ressortissants français	Le problème ne se pose pas	Permis B, C ou de saisonniers	Le problème ne se pose pas
(b) Ressortissants suisses	Carte de séjour, de travail ou certi- ficat de travail	Le problème ne se pose pas	Autorisation provisoire de travail de Dir. dép. de travail de l'Ain
(c) Ressortissants de la CEE			Côté suisse: permis B, ou de saisonniers Côté français: rien
(d) Ressortissants d'autres pays			Permis B, C ou de saisonniers

Tableau II

ENTREPRISES ETABLIES EN FRANCE ET  
APPELEES A INTERVENIR SUR LA PARTIE SUISSE DU CERN

	<u>AUTORISATION DE SEJOUR</u>		<u>CARTE DE TRAVAIL</u>	
	Domiciliés en Suisse (1)	Domiciliés en France (2)	Domiciliés en Suisse (3)	Domiciliés en France (4)
(a) Ressortissants suisses	Le problème ne se pose pas	Carte de séjour	Le problème ne se pose pas	Carte de travail
(b) Ressortissants français	Permis B ou C Attestation du DFAE (exceptionnellement)	Le problème ne se pose pas	Permis B ou C Attestation du DFAE (exceptionnellement)	Attestation du DFAE
(c) Ressortissants de la CEE		Carte CEE		Carte CEE et Attestation du DFAE
(d) Ressortissants d'autres pays		Carte de séjour		Carte de travail et Attestation du DFAE

Note: La classification entre " Autorisation de séjour " et " Carte de travail " est utilisée ici pour des raisons de commodité de présentation dans une acception différente de celle qui correspond à la réglementation française et suisse.



Tableau III

ENTREPRISES ETABLIES EN SUISSE ET  
APPELEES A INTERVENIR SUR LA PARTIE SUISSE DU CERN

<u>AUTORISATION DE SEJOUR</u>		<u>CARTE DE TRAVAIL</u>	
Domiciliés en Suisse (1)	Domiciliés en France (2)	Domiciliés en Suisse (3)	Domiciliés en France (4)
(a) Ressortissants suisses	Le problème ne se pose pas	Carte de séjour	Le problème ne se pose pas
(b) Ressortissants français	Permis B, C ou de saisonniers (éventuell.)	Carte de trav. front. du contrôle de l'habitant *	Carte de trav. front. du contrôle de l'habitant ou Attestation DFAE
(c) Ressortissants d'autres pays	Attestation du DFAE (exceptionnellement)	Permis B, C ou de saisonniers (éventuell.) Attestation du DFAE (exceptionnellement)	Impossible

\* Il s'agit de personnes qui sont déjà au moment de leur embauche en possession d'une carte de travailleur frontalier

Tableau IV

ENTREPRISES ETABLIES EN FRANCE ET  
APPELEES A INTERVENIR SUR LA PARTIE FRANCAISE DU CERN

	<u>AUTORISATION DE SEJOUR</u>		<u>CARTE DE TRAVAIL</u>	
	Domiciliés en France (1)	Domiciliés en Suisse (2)	Domiciliés en France (3)	Domiciliés en Suisse (4)
(a) Ressortissants français	Le problème ne se pose pas	Permis B ou C	Le problème ne se pose pas	Permis B ou C
(b) Ressortissants suisses	Carte de séjour, de travail ou certificat de travail	Le problème ne se pose pas	Carte de séjour, de travail ou certificat de travail	Carte trav. front. : Dir. dép. de l'Ain* Autorisation prov. : travail
(c) Ressortissants de la CEE		Permis B ou C		- Côté suisse: permis ou C - Côté français: rien
(d) Ressortissants d'autres pays				Impossible

\* Il s'agit de personnes qui sont déjà au moment de leur embauche en possession d'une carte de travailleur frontalier

Note: La classification entre " Autorisation de séjour " et " Carte de séjour " est utilisée ici pour des raisons de commodité de présentation dans une acception différente de celle qui correspond à la réglementation française et suisse.

SUISSE : ATTESTATION DELIVREE PAR LE DEPARTEMENT FEDERAL  
DES AFFAIRES ETRANGERES



Département fédéral  
des affaires étrangères

Attestation N° 0999

Valable du \_\_\_\_\_

au \_\_\_\_\_

à l'usage d'une personne non suisse, domiciliée en France ou en Suisse, et engagée par une entreprise liée par un marché au CERN. Elle constate que l'intéressé exerce une activité lucrative sur la partie suisse du CERN et ne confère aucun droit particulier.

Nom et prénom \_\_\_\_\_

Date de naissance \_\_\_\_\_

Etat civil \_\_\_\_\_

Nationalité (s) \_\_\_\_\_

Passeport ou  
carte d'identité nationale : pays \_\_\_\_\_

No. \_\_\_\_\_ valable jusqu'au \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Est autorisé (e) à travailler en qualité de \_\_\_\_\_

chez \_\_\_\_\_

Signature du titulaire

Timbre du CERN

Le titulaire soumis à l'obligation du visa est dispensé de cette obligation sur présentation de la présente attestation accompagnée d'un passeport national valable.

FRANCE: AUTORISATION PROVISOIRE DE TRAVAIL DELIVREE PAR LA DIRECTON  
DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE L'AIN

MINISTÈRE DU TRAVAIL  
ET DE LA PARTICIPATION

Travailleurs immigrés

Direction du Travail de

AUTORISATION  
PROVISOIRE  
DE TRAVAIL

(art. R. 341-7-1 du Code du Travail)

N° 299211

*Autorisation provisoire destinée uniquement à l'usage  
d'une personne non-française, domiciliée en Suisse et  
engagée par une entreprise liée par un marché au CERN.  
Elle ne confère aucun droit particulier, hormis une  
prise d'activité sur la partie française du CERN.*

M., M<sup>me</sup>, M<sup>lle</sup> \_\_\_\_\_

Né(e) le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_

N° de la carte de séjour ou du passeport : \_\_\_\_\_

Est autorisé(e) à travailler en qualité de \_\_\_\_\_

chez \_\_\_\_\_

pendant une durée de \_\_\_\_\_ (1) } mois  
jours

du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Le Directeur du Travail de

U Première autorisation (1)  
56 1<sup>re</sup> - 2<sup>e</sup> - 3<sup>e</sup> prorogation (1)

Catégorie du travailleur : \_\_\_\_\_

Le Directeur.

IN 9 251202 7 56  
Le titulaire de la présente autorisation  
ne peut être admis - à ce titre - à  
s'établir en France en qualité de tra-  
valeur salarié, de façon définitive.

Cachet

(1) Rayer les mentions inutiles.

CB 1

Tableau II

ENTREPRISES ETABLIES EN FRANCE ET  
APPELEES A INTERVENIR SUR LA PARTIE SUISSE DU CERN

	<u>AUTORISATION DE SEJOUR</u>		<u>CARTE DE TRAVAIL</u>	
	Domiciliés en Suisse (1)	Domiciliés en France (2)	Domiciliés en Suisse (3)	Domiciliés en France (4)
(a) Ressortissants suisse	Le problème ne se pose pas	Carte de séjour	Le problème ne se pose pas	Carte de travail
(b) Ressortissants français	Permis B ou C Attestation du DFAE (exceptionnellement)	Le problème ne se pose pas	Permis B ou C Attestation du DFAE (exceptionnellement)	Attestation du DFAE
(c) Ressortissants de la CEE		Carte CEE		Carte CEE <u>et</u> Attestation du DFAE
(d) Ressortissants d'autres pays		Carte de séjour		Carte de travail <u>et</u> Attestation du DFAE

Tableau III

ENTREPRISES ETABLIES EN SUISSE ET  
APPELEES A INTERVENIR SUR LA PARTIE SUISSE DU CERN

	<u>AUTORISATION DE SEJOUR</u>		<u>CARTE DE TRAVAIL</u>	
	Domiciliés en Suisse (1)	Domiciliés en France (2)	Domiciliés en Suisse (3)	Domiciliés en France (4)
(a) Ressortissants suisses	Le problème ne se pose pas	Carte de séjour	Le problème ne se pose pas	Le problème ne se pose pas
(b) Ressortissants français	Permis B, C ou de saisonniers (éventuell.) Attestation du DFAE (exceptionnellement)	Carte de trav. front. du contrôle de l'habitant *	Permis B, C ou de saisonniers (éventuell.) Attestation du DFAE (exceptionnellement)	Carte de trav. front. du contrôle de l'habitant ou Attestation DFAE
(c) Ressortissants d'autres pays		Impossible		Impossible

\* Il s'agit de personnes qui sont déjà au moment de leur embauche en possession d'une carte de travailleur frontalier



Tableau I

ENTREPRISES ETABLIES EN SUISSE ET  
APPELEES A INTERVENIR SUR LA PARTIE FRANCAISE DU CERN

	AUTORISATION DE SEJOUR		CARTE DE TRAVAIL	
	Domiciliés en France (1)	Domiciliés en Suisse (2)	Domiciliés en France (3)	Domiciliés en Suisse (4)
(a) Ressortissants français	Le problème ne se pose pas	Permis B, C ou de saisonniers	Le problème ne se pose pas	Permis B, C ou de saisonniers
(b) Ressortissants suisses	Carte de séjour, de travail ou certi- ficat de travail	Le problème ne se pose pas	Carte de séjour, de travail ou certificat de travail	Autorisation provisoire de travail de Dir. dép. de travail de l'Ain
(c) Ressortissants de la CEE		Permis B, C ou de saisonniers		- Côté suisse: permis B, C ou de saisonniers - Côté français : rien
(d) Ressortissants d'autres pays				- Côté suisse: permis B, C ou de saisonniers - Côté français: autorisa- tion prov. de travail de Dir. dép. tr. de l'Ain

Tableau IV

ENTREPRISES ETABLIES EN FRANCE ET  
APPELEES A INTERVENIR SUR LA PARTIE FRANCAISE DU CERN

	<u>AUTORISATION DE SEJOUR</u>		<u>CARTE DE TRAVAIL</u>	
	Domiciliés en France (1)	Domiciliés en Suisse (2)	Domiciliés en France (3)	Domiciliés en Suisse (4)
(a) Ressortissants français	Le problème ne se pose pas	Permis B ou C	Le problème ne se pose pas	Permis B ou C
(b) Ressortissants suisses	Carte de séjour, de tra- vail ou certificat de travail	Le problème ne se pose pas	Carte de séjour, de tra- vail ou certificat de travail	Carte trav. front. de Dir. dép. de l'Ain* ou Autorisation prov. de travail
(c) Ressortissants de la CEE		Permis B ou C		- Côté suisse: permis B ou C - Côté français: rien
(d) Ressortissants d'autres pays				Impossible

\* Il s'agit de personnes qui sont déjà au moment de leur embauche en possession d'une carte de travailleur frontalier